Refusons de travailler plus, plus longtemps pour des revenus de misère !

Pour un droit à une vie hors emploi : retraite, chômage

Halte à la casse de nos droits salariaux !

Tout notre système de Sécurité sociale est aujourd'hui attaqué par le Capital…

Retraites, santé, famille et assurance chômage… L'ensemble de ce système solidaire conquis de haute lutte par les travailleur·euses est encore en grande partie financé par notre salaire à travers sa partie socialisée que sont les cotisations sociales.

Mais les dizaines de milliards d'exonérations décidées par l'État n'ont eu de cesse de le mettre à mal.

Jamais compensées et offertes au patronat au nom du sacro-saint coût du travail, le voilà le fameux déficit décrié. Le choix de saborder la Sécurité Sociale en sacrifiant ses recettes, relève de la cynique valorisation d'intérêts financiers d'une minorité en dépit de toute nécessité sociale et humaine.

Tant pis si au passage les retraites fondent. Tant pis si l'on meurt par manque de soin. Tant pis si la pauvreté ne cesse de croitre…

Le montant des salaires net revenant aux travailleur·euses, producteur de richesse, se transforme en survie.

Se loger, se nourrir, se chauffer, se soigner, se déplacer, se cultiver… est devenu un luxe aujourd'hui. Quid des sans-emplois, apprenti·es, étudiant·es, retraité·es et de toutes celles et ceux qui travaillent de manière discontinue en jonglant avec des « bouts » de salaire ou des minimas sociaux…

Alors que « dans le même temps » 82 milliards de dividendes ont été distribués aux actionnaires en 2022 et l'évasion fiscale avoisine toujours les 80 milliards/an.

Dans le système capitaliste ce qui ne va pas au salaire va aux profits du capital et vice-versa.

Tout est question de rapport de force.

Entre 1946 et 1967 les organisations de salarié·es étaient majoritaires dans la gestion des caisses de la Sécurité Sociale. Pour la première fois, la classe ouvrière organisée était en mesure de diriger une partie significative de l'activité économique du pays. Alors pourquoi ce qui fut possible à cette époque ne le serait-il pas aujourd'hui ?

Vivre dignement et bien vivre n'est pas une option.

C'est un choix de société qui découle d'une transformation sociale radicale plus que jamais nécessaire pour sortir du système capitaliste qui nous exploite et détruit notre planète.

Refusons toute baisse de droits et luttons pour des changements radicaux !

61 rue de Richelieu – 75 002 Paris
01 40 15 82 68 / sud@culture.gouv.fr

Sud Culture Solidaires